



TOUS DANS L'ACTION EN JANVIER

Mardi 20 janvier et jours suivants AG dans les établissements, les communes et mise en place des actions. A l'Université, AG sur la réforme des concours de recrutement et situation du supérieur 8H30 Amphi Mérault Campus de Fouillole.

Samedi 24 janvier : grande manifestation unitaire, rassemblement à 9H devant le centre des arts à Pointe-à-Pitre.

Jeudi 29 janvier, grève nationale rdv devant l'IUFM à 9H

Fédération Syndicale Unitaire
FSU Guadeloupe
Fsu971@fsu.fr 0690 333 662

La FSU constate que la situation de l'éducation, du supérieur et de la recherche s'est profondément dégradée, que les contre-réformes en cours imposées au pas de charge n'entraînent que la destruction du service public. Elle appelle les personnels à réagir.

Précarité insupportable

Contrats aidés, assistants d'éducation, vacataires, contractuels, « Emplois Vie Scolaire » (EVS) ... les personnels précaires sont déjà trop nombreux dans le système éducatif. Ils sont aussi très nombreux dans l'enseignement supérieur et la recherche, notamment avec la recherche financée sur contrats. Or, le non renouvellement d'un fonctionnaire sur deux, la suppression massive de postes aux concours vont accentuer la pression sur les équipes et les individus alors qu'un service public d'éducation et de recherche nécessite des emplois et des personnels stables et qualifiés.

Réforme de l'Enseignement professionnel : à revoir!

La FSU rappelle qu'elle s'oppose toujours à la généralisation du bac pro en 3 ans, dans l'intérêt surtout des élèves mais aussi du système éducatif et des personnels. Elle dénonce sa mise en place brutale dès la rentrée 2009 sans aucun respect des parcours de formation des jeunes. Contrairement à ce qui est affiché par le ministre, cette mise en place précipitée risque de laisser des milliers de jeunes sans possibilité de poursuite d'études en baccalauréat professionnel. La FSU demande la mise en place d'une autre réforme de la voie professionnelle avec, entre autres, le maintien des formations BEP en deux ans, véritable investissement éducatif pour la poursuite d'études supérieures. La FSU s'oppose aussi aux suppressions de postes qui seraient la conséquence de l'application de cette réforme et qui entraîneraient des impossibilités de fonctionnement des lycées professionnels, mettant en péril l'avenir des élèves les plus fragiles.

Réforme du lycée

Le recul de Darcos sur son projet de réforme des voies générales et technologiques du lycée doit être l'occasion d'imposer, ensemble, une autre politique éducative pour le second degré, conjuguant ambition pour les jeunes et lutte contre les inégalités sociales avec investissement de la société dans l'éducation et la formation.

Nous voulons un lycée diversifié et ouvert à toutes les dimensions de la culture, qui accueille plus de jeunes, les amène à une qualification reconnue au niveau IV (baccalauréat) et les prépare à des poursuites d'études.

Formation des enseignants : dans la précipitation

Parce qu'il s'agit d'un enjeu essentiel pour l'avenir, nous voulons une élévation du niveau de formation et de qualification des enseignants, mais la réforme de la formation des maîtres et des concours, imposée par les ministères de l'Education et de l'Enseignement Supérieur dans des délais intenable, pose de nombreux problèmes soulignés par l'ensemble des acteurs et formateurs de tous statuts, comme par les instances universitaires. La FSU exige l'ouverture de discussions sur tous les points problématiques de la réforme ; elle demande le report des nouveaux concours à la session 2011 et des mesures transitoires pour la masterisation, une large réflexion pour obtenir une formation réellement professionnalisante, et une augmentation significative des recrutements en 2009.

Enseignement supérieur et Recherche

Les personnels des universités et des organismes de recherche sont en colère, les protestations s'amplifient : grève administrative, pétitions, tribunes dans la presse Outre un décret revenant sur le statut des enseignants chercheurs qui vise à individualiser et alourdir leurs charges de travail, la mise en place de primes à la tête du client pour tous, les personnels doivent faire face à la réforme de la formation des enseignants, à l'adaptation de la recherche aux besoins immédiats par le démantèlement des organismes de recherche (CNRS) ainsi qu'à la mise en cause des formations professionnelles (IUT, IUFM, ...) et à l'impossibilité d'assurer de meilleures conditions de réussite en licence Tout ceci de pair avec des restrictions budgétaires aux établissements, des suppressions d'emplois, accompagnant la mise en œuvre de la loi LRU.

Nous exigeons

- L'annulation des suppressions d'emplois programmées pour 2009,
- L'abandon de la généralisation des bacs pros en 3 ans et le maintien des BEP,
- Une autre réforme du lycée,
- Des équipes pluriprofessionnelles complètes (infirmières, conseillers d'orientation, assistants sociaux, médecins scolaires) dans tous les établissements scolaires
- Un moratoire sur la réforme des concours de recrutement des enseignants.
- Des plans de titularisation pour résorber la précarité (contrats aidés, contractuels),
- Un plan d'urgence pour le bâti scolaire
- la suppression de la majoration de 15% sur le prix du livre
- Le rattrapage de notre pouvoir d'achat

Pour exiger une politique ambitieuse qui permette la réussite de tous, qui assure l'égalité de traitement de tous les élèves en Guadeloupe, qui dote tous les élèves d'une culture commune leur permettant de s'affirmer comme citoyens, qui donne les moyens d'aider les élèves dès que les difficultés apparaissent !

Pour dire Non aux suppressions de postes, aux baisses des recrutements, à la précarité !

La FSU appelle l'ensemble de ses syndicats à participer pleinement aux actions qui débiteront **le 20 janvier 2009** organisées par le collectif **LYANNAJ KONT PWOTITASYON** en Guadeloupe. Elle appelle tous les personnels à organiser des Assemblées Générales, à déterminer leurs moyens d'action, à participer aux actions de grève décidées en AG, à manifester **le samedi 24 janvier** à Pointe-à-Pitre et à participer à la grève nationale du **29 janvier**.

SNES SNEP SNUEP SNICS SNESUP SNASUB UNATOS